

Le Pakistan et l'Inde sous des pluies record

Les inondations et les glissements de terrain dus à la mousson ont fait plus de 300 morts

NEW DELHI - correspondance

Les rues de Lahore avaient des allures de canaux, jeudi 1^{er} août. Immergés jusqu'aux genoux, les piétons se déplaçaient tant bien que mal, là où les motards fendaient lentement les eaux. Les chauffeurs de tuk-tuk poussaient leurs engins restés en rade sur la chaussée inondée. Une pluie record s'est abattue jeudi matin sur la deuxième ville du Pakistan, peuplée de 13 millions d'habitants. Quelque 360 millimètres d'eau sont tombés, en l'espace d'à peine trois heures. Il y a plus de quarante ans, Lahore avait été le théâtre de précipitations semblables. Le 31 juillet 1982, le record s'était établi à 332 millimètres. Il est désormais battu.

Les trombes d'eau ont inondé plusieurs quartiers, se sont engouffrées dans les maisons, touchant même les deux principaux hôpitaux de la ville. Trois personnes sont mortes jeudi à Lahore, portant le bilan de la mousson à plus de cent personnes. Au mois de juillet, 99 personnes ont été tuées d'incidents liés aux pluies diluviennes au Pendjab, mais aussi dans la province du Khyber Pakhtunkhwa, dans le nord-ouest du pays.

La capitale indienne, située à quelque 500 kilomètres de Lahore, n'a pas été épargnée. Dès mercredi soir, des averse torrentielles ont submergé les routes de New Delhi, bloquant le trafic d'ordinaire déjà chaotique dans cette mégapole tentaculaire de plus 30 millions d'habitants. Neuf personnes sont mortes dans la capitale, selon un décompte de la presse locale. Plusieurs d'entre elles ont été victimes d'électrocution, d'après se sont noyées ou ont été ensevelies sous les débris d'un immeuble effondré. En

moins de vingt-quatre heures, il est tombé l'équivalent d'un cinquième des précipitations habituelles attendues entre les mois de juillet et de septembre. Toutes les écoles de la capitale sont restées fermées jeudi.

Le 27 juillet, la mort de trois étudiants, pris au piège d'une bibliothèque inondée située dans un sous-sol d'un établissement privé, avait suscité l'indignation et la colère. A la fin du mois de juin déjà, 228 millimètres d'eau s'étaient abattus sur New Delhi, soit l'équivalent de trois fois les précipitations de tout le mois de juin en quelques heures à peine, soit les vingt-cinq heures les plus pluvieuses depuis 1966.

Les éléments se déchaînent et provoquent des catastrophes à travers toute l'Asie du Sud. Dans l'Etat de l'Himalach Pradesh, trois personnes sont mortes jeudi et au moins quarante sont portées disparues après des fortes pluies ont emporté des maisons, inondé des routes et endommagé des infrastructures. Dans l'Etat du Kerala, situé dans le sud de l'Inde, les pluies torrentielles ont provoqué des glissements de terrain mardi 30 juillet. Deux villages entiers ont été totalement emportés par des torrents de boue dans le district de Wayanad. Les opéra-



Des secouristes transportent le corps d'une victime dans le district de Wayanad, en Inde, le 30 juillet. IDREES MOHAMMED/AFP

tions de sauvetage se poursuivent, mais l'espoir de retrouver des survivants est de plus en plus décliné. Environ deux cents personnes ont été tuées dans ces glissements de terrain et plus de 180 sont toujours portées disparues. Le département météorologique indien a déclaré que le district de Wayanad avait reçu jusqu'à 280 millimètres de pluie lundi et mardi.

Écofragilité de la région

Ces événements météorologiques extrêmes sont aggravés car combinés à un développement irresponsable, rappelle *The Indian Express* dans un éditorial daté du 1^{er} août. «Le boom de la construction des dernières décennies a dépeuplé les collines autrefois luxuriantes de leurs forêts», regrette le quotidien indien, qui fustige les politiques ayant ignoré les mises en garde quant à l'écofragilité de la région. Entre 1950 et 2018, Wayanad a perdu 60 % de ses forêts, une érosion qui a rendu le Kerala plus vulnérable aux glissements de terrain. Près de 60 % des glissements de terrain survenus entre 2015 et 2022 ont été signalés dans cet Etat.

«L'Asie du Sud est devenue l'exemple emblématique des effets du changement climatique»

ROXY MATHEW KOLL
Institut indien de météorologie tropicale

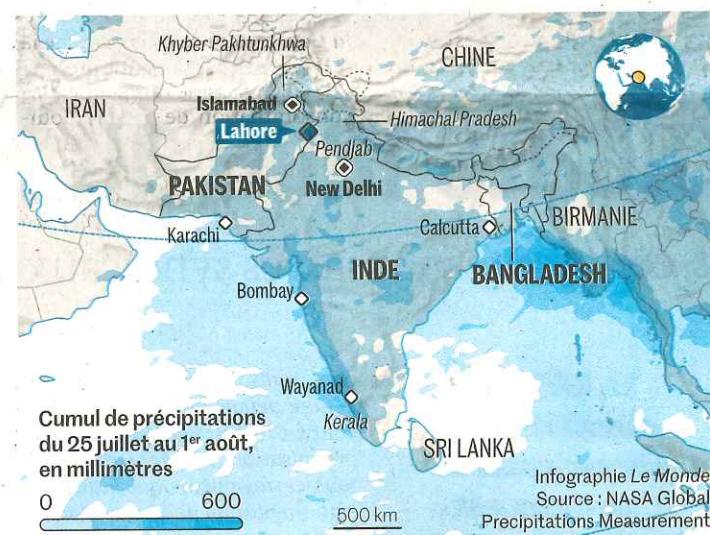
Ces scènes de déluge se répètent au fil des ans. Et l'intensité des pluies ne fait que croître sous l'effet du dérèglement climatique, assurent les scientifiques. L'Inde, le Pakistan, le Bangladesh ou encore le Népal connaissent régulièrement de graves inondations pendant la saison de la mousson, qui s'étend entre juin et septembre. Ses pluies, essentielles à l'agricul-

ture, apportent la majorité des précipitations annuelles de l'Asie du Sud. Mais elles causent également de plus en plus de dévastation sur leur passage. En 2022, des inondations avaient recouvert un tiers du territoire du Pakistan, affecté plus de 33 millions de personnes et fait plus de 1700 morts. «L'Asie du Sud est devenue l'exemple emblématique des effets du

changement climatique», souligne Roxy Mathew Koll, spécialiste du climat à l'Institut indien de météorologie tropicale. «La région entière – et pas seulement l'Inde – est témoin d'une nette tendance à la hausse des vagues de chaleur, des inondations, des glissements de terrain, des sécheresses et des cyclones», poursuit-il.

L'un des changements les plus remarquables est observé dans le comportement des moussons, devenues de plus en plus erratiques. Le nombre de jours de pluie extrême, définis par plus de 150 millimètres de précipitations en vingt-quatre heures, est à la hausse depuis le milieu du XX^e siècle en Inde. «Les projections climatiques indiquent que ces moussons extrêmes vont encore s'intensifier dans un avenir proche», prévient M. Koll. La région va donc devoir s'adapter au plus vite. «Ce dont nous avons besoin, ce sont des systèmes d'alerte précoce», juge Roxy Mathew Koll, mais aussi de «politiques qui identifient les points dangereux et protègent les vies et les moyens de subsistance des citoyens dans ces zones». ■

CAROLE DIETERICH



Le plastique toujours omniprésent sur les sites olympiques

Malgré la promesse de Jeux durables, dans de nombreuses enceintes, les verres consignés sont remplis à partir de bouteilles en plastique

PARIS 2024

«Have a gourde day.» Le jeu de mots affiché aux abords des enceintes olympiques est un peu lourd, mais il a le mérite d'inciter les spectateurs des Jeux olympiques (JO) à apporter leur gourde pour «profiter des fontaines à eau gratuites». Paris 2024 s'est fixé pour ambition d'organiser les Jeux les plus «écologiques» de l'histoire. Celle-ci passe notamment par un engagement tout aussi fort : diviser par deux l'usage du plastique à usage unique par rapport aux Jeux de Londres, notamment en faisant la chasse aux bouteilles en plastique. La vingtaine de fan-zones gérées par la Mairie de Paris est ainsi exclusivement équipée de fontaines à eau (de Paris) gratuites et de fontaines à soda (payantes) installées par Coca-Cola, le sponsor et distributeur officiel de boissons aux JO.

Sur la plupart des sites des épreuves, s'il est aussi possible de remplir sa gourde d'eau, le plastique est en revanche toujours omniprésent. De nombreux spectateurs s'en émeuvent depuis le début des

Jeux. Du Stade de France à l'Arena Bercy en passant par les travées de Roland-Garros, les mêmes scènes et les mêmes commentaires éberlués des longues files d'attente devant les stands de Coca-Cola pour se faire servir des petites bouteilles d'eau ou de soda (Coca-Cola mais aussi Sprite, Fanta, Tropic ou Fuze Tea) en plastique dans des gobelets en plastique consignés de 2 euros. «Pour Paris 2024, nous aidons à réduire les emballages», clame l'écriteau à la buvette du géant américain du soda.

«On me prend pour un idiot» «Je ne suis pas du genre à blâmer les marques imparfaites qui tentent de s'améliorer mais quand j'ai l'impression qu'on me prend pour un idiot, j'ai du mal à garder le sourire», témoigne sur LinkedIn Ingrid Vanhée depuis le Stade de France. Avant de rejoindre l'association Noé, engagée dans la sauvegarde de la biodiversité, Ingrid Vanhée a dirigé la stratégie de Citeo, l'éco-organisme créé par les entreprises du secteur de la grande distribution pour réduire l'impact de leurs emballages. «Alors, The Coca-Cola Company,

dites-moi que je me trompe vous tentez de gagner la médaille d'or du greenwashing», poursuit-elle.

Philippe Bolo, député du Maine-et-Loire (MoDem) et auteur de plusieurs rapports de référence sur la pollution plastique, a assisté, mercredi 31 juillet, au tournoi de handball à l'Arena Sud située au Parc des expositions, à Paris. Il partage également sur le même réseau ses «interrogations» sur la stratégie de la marque pour limiter les déchets de la marque pour limiter les déchets des boissons vendues en JO: «Si les boissons vendues en JO: des épreuves les sont dans des gobelets consignés réutilisables, pourquoi les remplir avec des bouteilles et non des fontaines?»

Sur certains sites, les gobelets (appelés «ecocups») sont bien remplis à partir de fontaines. Coca-Cola dit en avoir installé «près de 700» en comptant le village olympique ou les espaces de restauration réservés aux volontaires. Mais elles n'ont pas pu être déployées sur tous les sites pour des raisons «opérationnelles», indique le comité d'organisation et Coca-Cola, qui évoquent l'absence de raccordement au réseau de dis-

Devant les files d'attente pour rapporter les gobelets, certains spectateurs abandonnent

tribution d'eau sur des sites temporaires, le manque de place dans les buvettes existantes ou encore des problèmes de partenariats post-Jeux, comme au Stade de France ou à l'Arena Bercy.

Au total, près de 10 millions de petites bouteilles en plastique devraient être écoulées pendant les Jeux et 13 millions d'ecocups ont été produites à cet effet. «Quand on additionne tout ça, on a du mal à voir comment Paris 2024 va tenir son objectif de réduction de plastique», s'étrangle Muriel Papin, déléguée générale de l'association No Plastic In My Sea. Coca-Cola met en avant que toutes ces bouteilles ne sont pas remises aux spectateurs, mais «captées à la source» pour être triées, compactées ou broyées afin d'être ensuite

recyclées. Un effort qui ne satisfait pas France Nature Environnement (FNE). «Avec les bouteilles recyclées, on réduit certes l'impact CO₂, mais on n'élimine pas le jetable, rappelle Axèle Gibert, référente déchets à FNE. Très rapidement, on ne peut plus les recycler et on doit encore utiliser du plastique pour les produire.»

Directrice de recherche à l'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement et spécialiste des emballages plastiques, Nathalie Gombard estime que Coca-Cola et Paris 2024 «jouent sur les mots»: «Ces bouteilles en plastique, même recyclées, restent typiquement à usage unique, car le plastique se dégrade. Il ne peut pas être utilisé plus d'une seule fois sans être traité, broyé, lavé, décontaminé et ensuite à nouveau polymérisé. Rien à voir avec les bouteilles en verre, qui, après un simple lavage, peuvent être réutilisées à l'infini.»

L'réutilisation concerne les 13 millions d'ecocups. Devant les longues files d'attente pour rapporter son gobelet, certains spectateurs abandonnent.

D'autres repartent volontairement avec un souvenir des Jeux.

Les bouteilles en plastique sont également omniprésentes dans les mains des athlètes. Plusieurs comités olympiques et fédérations ont en effet obtenu le droit de pouvoir bénéficier de bouteilles à usage unique scellées pour se prémunir du risque de «dopage par sabotage»: l'introduction volontaire d'une substance dopante pour disqualifier un adversaire. Une entorse à la loi antigaspillage qui interdit de toute distribution gratuite de bouteilles en plastique dans les établissements recevant du public.

Début juillet, FNE, No Plastic In My Sea et Zero Waste France avaient adressé une «mise en demeure» au préfet de Paris et de la région Ile-de-France pour qu'il prenne les mesures nécessaires au respect de la loi. Le courrier est resté sans réponse. L'exigence des contrôles antidopage n'était pourtant pas insurmontable: à Roland-Garros, les joueurs et les joueuses de tennis appliquent, et ce depuis 2021, la consigne «Have a gourde day». ■

STÉPHANE MANDARD